

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEUR DES ECOLES

Epreuve d'admission 2^{ème} épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°64

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : L'innovation

Dossier :

Texte 1 : Clarifier la notion d'innovation, Jacques Georges, Les Cahiers pédagogiques

Texte 2 : La refondation de l'école faite sa rentrée - Edito des ministres MEN août 2013

Texte 3 : La refondation de l'école fait sa rentrée - La priorité à l'école primaire MEN Août 2013

Question posée au candidat :

- Quel éclairage est donné par le texte sur les pratiques innovantes ?
- Quels types de projets pouvez-vous mettre en œuvre dans une classe et quelles plus-values pouvez-vous espérer en tirer chez vos élèves ?

Texte 1

Clarifier la notion d'innovation Jacques Georges¹

L'innovation est-elle un bien en soi ?

Célestin Freinet : « Il faut débarrasser notre verbiage pédagogique de ce mot nouveau ou nouvelle qui nous a fait tant de tort parce qu'il laisse croire que nous cherchons la nouveauté avant tout, alors que ce qui nous préoccupe exclusivement c'est de rendre plus rationnel, plus intéressant, plus efficace, notre travail scolaire. Pour cette fin, nous employons les outils qui nous paraissent le mieux répondre à nos besoins, qu'ils soient anciens ou nouveaux. Nous devons même dire que nous nous méfions, au contraire, de la nouveauté qui est trop souvent mercantilisé et que nous savons prendre dans la tradition tout ce qu'elle contient de sagesse, de bon sens et d'adaptation au milieu et aux nécessités humaines [...] Notre route, on s'apercevra à peine qu'elle est nouvelle : l'herbe y gagne bien vite les talus ; les charrettes y creusent quelque peu leurs ornières. Mais ce sera une belle route familière, utile à ceux qui l'emprunteront, et où tout le monde passera, parce qu'elle remplacera avantageusement le vieux chemin²². »

Donc, ne pas confondre innovation et prurit de changement, instabilité.

Il faut clarifier de même le terme de tradition : s'agit-il d'éléments de la culture que l'on estime plus ou moins indispensables à la formation d'un homme et d'un citoyen d'aujourd'hui, s'agit-il de maintenir les privilèges des classes ou des catégories qui avaient seules le bénéfice de cette culture, s'agit-il seulement de pratiques dont on a l'habitude (la maîtrise ?) et que, par la même, on estime également indispensables ? On observera d'ailleurs que bien des éléments que l'on croit être traditionnels, en leur accordant alors le respect dû à ce qui est ancien (pourquoi ce respect a priori d'ailleurs ?), ne sont en fait que des innovations plus ou moins récentes, et qui ne relèvent pas de la catégorie des éléments incontournables (par exemple, la classe d'une heure, qui scande le temps des lycées et collèges, ne date que du début du XX^e siècle ; les épreuves écrites du baccalauréat ne remontent qu'au milieu du XIX^e siècle ; l'enseignement simultané au début du XIX^e siècle, la classe d'élèves du même âge au XVII^e siècle, etc.) : on a donc longtemps vécu sans eux.

Il n'y a pas lieu de stigmatiser a priori toute tradition. Après tout, de même que les religions établies ont souvent été, à leur origine, des sectes, la tradition a été, le plus souvent, d'abord une innovation.

Ce qui compte, ce n'est donc pas l'innovation (que les opposants appelleront changement) ou la tradition (que les opposants appelleront conservatisme), mais le contenu de l'innovation, le contenu de la tradition, Disraeli à l'appui : « Je suis radical pour changer ce qui est mauvais, et conservateur pour garder ce qui est bon... Il faut tout changer pour que tout reste pareil. » Ou encore Marguerite Yourcenar dans ces Mémoires d'Hadrien : « Même là où j'innovais, j'aimais à me sentir avant tout un continuateur. »

L'important n'est pas de faire du nouveau,
mais de faire du vrai et du bon.

On ne devrait pas parler d'innovation sans adjoindre un adjectif au terme. [...]

On voit alors qu'il faut distinguer plusieurs types d'innovation, qui se croisent plus ou moins avec des niveaux institutionnels.

L'innovation respiration qui empêche de s'endormir dans la routine des cours répétant d'année en année les mêmes contenus, assortis des mêmes exercices, même si ces cours et exercices sont valables (négligeons la caricature : la même plaisanterie répétée chaque année au même moment du cours). On est là au niveau individuel du professeur dans sa classe, qui se renouvelle, varie son cours, ses exercices, son rapport avec la classe.

Une variante : l'innovation concours Lépine. La mise au point suivie de la mise en œuvre d'une idée ponctuelle, par exemple une modalité d'évaluation ou un type d'exercice particulier. On est toujours au niveau individuel, mais cela peut être une source d'inspiration pour d'autres (ainsi, j'avais vu mon maître de

¹ Jacques Georges, professeur agrégé de géographie à la retraite, enseigna en école normale d'instituteurs puis en IUFM. Actuellement vice-président du CRAP-Cahiers pédagogiques, il est aussi responsable syndical (SGEN-CFDT), et suit particulièrement les questions pédagogiques.

² L'Éducateur prolétarien, mai 1939, cité par Michel Barré, *Célestin Freinet, un éducateur pour notre temps*, 1996

stage, et ce bien avant 1968, évaluer les écrits en faisant trois tas : bon, mauvais, entre les deux, un tas trop gros étant lui-même ensuite divisé en trois, etc., ce qui revenait à comparer et classer au lieu de noter dans l'absolu sur une échelle plus fine mais illusoire ; plus tard, je me suis inspiré de cette pratique).

L'innovation locale. Une classe (un enseignant dans le premier degré, l'équipe des professeurs d'une classe dans le second degré) ou un établissement (ou une école ; mais cela peut être seulement une fraction d'établissement, par exemple l'ensemble des classes du même niveau) décide d'un changement dans son organisation ou son fonctionnement.

Cela peut consister en une *innovation par importation* d'éléments ou d'intervenants extérieurs au système scolaire, que ce soit dans la classe ou dans l'établissement, pour aérer, ouvrir, enrichir, confronter.

L'innovation création. Un groupe élabore un projet, répondant à un but défini, et cherche les moyens, matériels, réglementaires, humains, de le mettre en œuvre. C'est la création d'écoles différentes, d'«écoles nouvelles », etc.

L'innovation réforme. C'est-à-dire un changement que l'on décide d'appliquer à l'ensemble du système ou à une partie de celui-ci. Il y a là intervention-décision de l'autorité hiérarchique et le succès de la réforme dépend évidemment, en plus de sa valeur propre, des conditions de sa décision (avec ou sans consultation ou débat) et de sa mise en application (annonce, éventuellement formation complémentaire, éventuellement moyens supplémentaires).

On peut faire rentrer dans cette typologie la plupart des innovations repérées. Elles renvoient au jeu des pouvoirs. Dans les premiers types, c'est un individu ou une équipe restreinte qui se saisissent de fait (de fait, car ce n'est pas nécessairement toujours à la suite d'une démarche de type politique qui mettrait en cause justement la notion de pouvoir) d'un pouvoir sur ce qu'ils font ; les derniers, par un ensemble plus important d'acteurs, appliquent des décisions plus ou moins extérieures (plus ou moins, car ils ont peut-être joué un rôle dans la décision de changement).

Entre les différents niveaux repérables, il peut y avoir contradiction ou, mieux, tension. Par exemple, la notion de projet est une innovation, génératrice elle-même d'innovations, qui pose le principe d'une certaine indépendance des acteurs locaux par rapport aux décisions venant d'en haut, et d'un effort pour préciser les perspectives du travail commun au lieu de se borner à suivre une routine. Mais on voit se superposer aux projets d'établissement ou d'école des projets de département ou de circonscription, des projets académiques et des projets ministériels, chacun des échelons de la hiérarchie (du ministre au recteur, à l'inspecteur d'académie, à l'inspecteur de l'Education nationale) tenant à montrer qu'il lui revient de préciser en le restreignant le champ de validité des perspectives des échelons inférieurs, et/ou qu'il se méfie de ce qui pourrait être élaboré à ces échelons ; moyennant quoi les projets de ces échelons inférieurs risquent de se trouver vidés de sens ou réduits à ne porter que sur des détails, qui ne méritent peut-être pas alors de rentrer dans le champ de l'innovation, et la

motivation des acteurs de la base risque de s'en trouver considérablement refroidie.

Or une chose semble sûre : une équipe d'enseignants dans un établissement, un établissement dans une circonscription, etc., ne s'impliqueront dans la mise au point d'un projet puis dans sa mise en œuvre, avec tout ce que cela veut dire en termes de temps d'échanges, de documentation, de discussion, etc., que si ce projet porte sur des sujets d'importance significative. [...]

Quels peuvent être alors ces éléments significatifs et motivants ? L'organisation et la répartition du temps, l'organisation des groupes (leur taille, leur composition, leur rôle, leur vie intérieure), les activités proposées ou imposées à la collectivité scolaire, les supports et procédures de l'évaluation, les rapports entre la collectivité scolaire et l'extérieur (environnement de quartier, commune, autres établissements scolaires proches, liens avec des entités, plus ou moins lointaines, etc.), une part des contenus de l'enseignement.

Pour chacun, il y a lieu de déterminer quelle est la marge d'initiative possible, et à quelles conditions elle sera significative et susceptible d'entraîner l'adhésion et l'implication des acteurs. [...]

Texte 2

Les Français sont à la fois attachés à leur École et conscients des difficultés qu'elle rencontre depuis de nombreuses années. C'est pour cette raison qu'ils ont choisi de donner la priorité à la jeunesse et à l'éducation.

Notre ambition : refonder l'École de la République

La loi du 8 juillet a été votée et promulguée. C'est à présent dans les classes que se joue la refondation. Ses objectifs : permettre aux élèves de mieux apprendre, pour qu'ils puissent tous réussir, et former les citoyens de demain.

La rentrée 2013 est celle de la mise en œuvre de la refondation

Nous avons donné la priorité au primaire, car c'est là que tout se joue. Des moyens supplémentaires et de nouveaux rythmes scolaires offriront aux écoliers du meilleur temps pour apprendre à lire, à écrire et à compter, mais aussi davantage de temps péri-scolaire pour s'épanouir en découvrant des activités sportives, artistiques et culturelles.

L'ouverture des écoles supérieures du professorat et de l'éducation permettra de former de nouvelles générations d'enseignants qui seront, pour la première fois depuis longtemps, bien préparés à leur métier. De là viendront les refondateurs.

Pour donner leur chance à tous les élèves, nous faisons entrer l'École dans l'ère du numérique, nous agissons en faveur d'un meilleur climat scolaire, nous luttons contre le décrochage, nous défendons le bien-être de tous, nous promovons la co-éducation en associant les familles et les collectivités locales.

Et l'École de la République ne renonce jamais à sa mission d'éducation : former le citoyen de demain.

Nos écoles et nos établissements porteront haut les valeurs et les symboles de la République : sa devise, son drapeau et ses principes fondamentaux, exprimés dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La laïcité sera expliquée à tous par une charte, et l'égalité entre les filles et les garçons sera promue à tous les niveaux.

La refondation, c'est un nouveau pacte entre la Nation et son École

Nous comptons donc sur la mobilisation de tous pour que, dès cette rentrée, l'École française soit à la fois plus juste et plus efficace, pour qu'elle élève tous les enfants vers le plus haut niveau de connaissance et de culture.

Vincent Peillon

Ministre de l'éducation nationale

George Pau-Langevin

Ministre déléguée à la réussite éducative

Texte 3

Les nouveautés de la rentrée 2013

Donner à chacun les moyens de mieux apprendre

La priorité à l'école primaire

L'essentiel

> **Le parcours scolaire d'un enfant se joue pour beaucoup dans les premières années.** L'école primaire est en effet le lieu des apprentissages fondamentaux et donc aussi celui où les premiers retards apparaissent : à l'entrée au collège, 15 % des élèves connaissent déjà des difficultés sévères ou très sévères et 25 % ont des acquis fragiles. **Or, notre école primaire souffre depuis de nombreuses années d'un sous-investissement et est marquée par une forte répercussion des inégalités sociales sur la réussite scolaire.** C'est pour mettre fin à cette spécificité française, que nos écoliers paient au prix fort, que la priorité est donnée au primaire.

> **Plus de 3 350 postes d'enseignants sont créés dans les écoles publiques et privées sous contrat à la rentrée 2013.**

> **400 postes environ sont consacrés au développement de la scolarisation des enfants de moins de trois ans** dans des conditions adaptées à leur très jeune âge.

> **Plus de 1 000 postes sont destinés au déploiement du dispositif « plus de maîtres que de classes »** qui permettra la mise en place, dans les zones difficiles, de pratiques pédagogiques innovantes favorisant la réussite des élèves.

> Un effort particulier est également réalisé cette année en faveur du remplacement, puisque

720 créations de postes y seront consacrées dans le premier degré.

> **1,3 million d'élèves du primaire – soit près d'un écolier sur quatre – bénéficieront à la rentrée 2013 de nouveaux rythmes scolaires** (cf. page 10). La semaine de quatre jours et demi permettra de mieux répartir les heures de classe sur la semaine, d'alléger la journée de classe de 45 minutes en moyenne et de programmer les séquences d'enseignement à des moments où la faculté de concentration des élèves est la plus grande. **Grâce à cette réforme, le nombre de jours d'école passera de 144 jours par an à 180 jours, et se rapprochera ainsi de la moyenne de l'OCDE qui est de 187 jours.**

> **Plus de 10 000 personnes seront recrutées pour assister les directeurs d'école** sur le plan administratif, aider les enseignants dans des tâches éducatives et apporter un appui dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

> Enfin, la transition entre le primaire et le collège, que l'on sait compliquée pour beaucoup d'élèves, sera facilitée par la **mise en place des conseils école-collège**, qui proposeront des actions de coopération et des projets pédagogiques communs à un collège et aux écoles de son secteur.

Plus de 3 350 postes d'enseignants supplémentaires

Le plan d'urgence adopté l'an dernier avait permis de créer 1 000 postes de professeurs des écoles